

Bulletin du FMI

LE PROGRAMME DE LA GRÈCE

La Grèce doit approfondir les réformes pour surmonter la crise

Bulletin du FMI en ligne
16 décembre 2011



Au marché central d'Athènes. On ne peut plus augmenter les impôts, selon le FMI (photo: Filippo Monteforte/AFP)

- La Grèce reçoit 2,2 milliards d'euros suite à l'approbation de la revue du programme
- Le programme est dans une phase délicate, car les réformes avancent lentement
- Le recours au secteur privé pour alléger la dette est encore à l'étude

Malgré de longs mois d'efforts pour faire repartir l'activité du pays au cœur de la crise des dettes souveraines européennes, la Grèce reste enlisée dans une profonde récession.

Elle connaîtra, d'après les projections, un repli économique d'environ 6 % en 2011 et le taux de chômage est maintenant à 16½ % de la population active. De plus, bien que la compétitivité s'améliore peu à peu, le pays n'a pas encore entrepris une masse critique de réformes structurelles indispensable pour redynamiser la croissance.

«L'activité reste orientée à la baisse, du fait que l'amélioration attendue de l'opinion des marchés et du climat des investissements ne se concrétise pas», a déclaré aux journalistes Poul Thomsen, le chef de la mission du FMI pour la Grèce, à un point de presse lors de la diffusion du dernier [rapport](#) du FMI sur la situation économique.

Le 5 décembre, le Conseil d'administration du FMI a approuvé la [cinquième revue](#) du programme économique de la Grèce, débloquant une tranche de 2,2 milliards d'euros au titre de l'accord de confirmation triennal. Le programme soutenu par le FMI, approuvé en mai 2010, est un des éléments d'un montage financier auquel participent les pays membres de la zone euro totalisant 110 milliards d'euros.

Soutien politique

La nomination de Lucas Papademos au poste de Premier Ministre et l'approbation publique des objectifs du programme par tous les grands partis politiques avait fait espérer que la Grèce serait désormais en mesure de faire avancer des réformes importantes. «Un problème du programme était qu'il lui manquait visiblement un large soutien politique», a déclaré M. Thomsen. «Maintenant que la cinquième revue a été avalisée par le nouveau gouvernement et les trois partis qui lui apportent leur soutien, nous avons bon espoir que cela raffermira le programme et facilitera la mise en œuvre des réformes.»

Pas de nouvelles hausses d'impôts

En 2010, le gouvernement grec est parvenu à réduire le déficit budgétaire de 5 points, malgré une contraction du PIB de près de 4 %. Mais il sera difficile de faire baisser encore le déficit sans des réformes budgétaires de fond. D'après les prévisions, le déficit budgétaire se chifferrait à 9 % cette année, contre un objectif programmé de 7½ %.

«Un des constats auxquels nous sommes parvenus en 2011, c'est que nous avons atteint la limite de ce qui pouvait être fait par l'augmentation des impôts», a indiqué M. Thomsen. «Toutes les autres mesures qui seraient requises doivent porter sur les dépenses; sur le plan des recettes, il faut s'en remettre à l'amélioration de l'administration fiscale.»

Perspectives en ce qui concerne la viabilité de la dette

La Grèce et ses partenaires européens sont convenus le 26 octobre d'une remise par les créanciers privés de 50 % de la valeur faciale des obligations souveraines, en vue d'alléger la charge globale de l'endettement et de rétablir la viabilité de la dette de la Grèce. Cette implication du secteur privé permettra aussi d'obtenir le financement requis pour aider la Grèce à mener à bien son programme d'ajustement. Les détails de l'opération restent à préciser, et l'on évoque maintenant l'horizon de janvier pour sa mise en œuvre.

Mais il n'est pas possible de rétablir la viabilité de la dette simplement par des remises de dettes, a expliqué M. Thomsen. «Ce qui ressort de l'analyse de viabilité de la dette, c'est que ses perspectives d'évolution sont extrêmement tributaires de la croissance. Cela souligne bien sûr l'impératif crucial : des réformes structurelles pour doper la productivité. Si nous n'obtenons pas ce sursaut de croissance potentielle à moyen terme, l'analyse de viabilité de la dette montre qu'il y a clairement un problème», a-t-il déclaré.

Comment préserver la stabilité du secteur financier

Le problème de la Grèce est que ses banques sont très exposées aux obligations de la dette souveraine. Le montage financier impliquant le secteur privé qui est en cours de négociation devrait avoir un impact considérable sur le capital des banques. Les besoins de recapitalisation pourraient être considérables si la remise de dette est de 50 %, explique le FMI dans son rapport.

Les craintes concernant le système bancaire ont causé une accélération des retraits : depuis le début de l'année, les déposants ont retiré 32 milliards d'euros, soit plus de 16 % du montant des dépôts en fin d'exercice.

Alors que les banques ont du mal à conserver les dépôts de leurs clients et que les perspectives économiques s'assombrissent, les entreprises et les ménages grecs ont de plus en plus de difficultés à obtenir du crédit. «Les liquidités bancaires sont encore très restreintes. Et en même temps, les banques réévaluent les risques de crédit et se délestent de leurs engagements, en partie parce qu'elles craignent de ne pas rentrer dans leurs fonds», a expliqué M. Thomsen.

Mais des instruments ont été mis en place pour remédier à ces problèmes, et un processus a été engagé pour renforcer le mécanisme de soutien public afin de fournir les capitaux nécessaires aux banques qui ne peuvent pas s'en procurer en faisant appel aux marchés, a-t-il précisé.

Une masse critique de réformes structurelles

Les réformes structurelles n'ont pas encore produit les résultats escomptés, en partie parce que les réformes convenues ne sont pas mises en œuvre. Par exemple, deux réformes clés — concernant les négociations collectives et la libéralisation des professions réservées — n'ont pas encore donné de résultats concrets.

«Il y a eu des progrès sur bien des fronts, mais il y a encore beaucoup de chemin à faire. La Grèce est encore loin d'avoir atteint la masse critique de réformes nécessaire pour transformer le climat des investissements», a indiqué M. Thomsen. Il a noté que la lenteur de l'application des réformes est une des principales raisons qui expliquent pourquoi la Grèce n'a pas retrouvé la faveur des investisseurs comme le prévoyait le programme, et donc pourquoi l'économie est en moins bonne posture que prévu.

Étapes à venir

Une récente mission de représentants des services du FMI en Grèce a porté essentiellement sur la mise en œuvre du programme et les perspectives pour 2012. «Nous continuons à penser que le soutien à la Grèce va se poursuivre. Nous n'avons pas encore reçu de demande officielle en vue d'un nouveau programme», a expliqué M. Thomsen, notant qu'un nouveau programme devrait être soumis à l'examen de la direction et du Conseil d'administration du FMI avant que les négociations puissent s'engager.